

Partenariat d'innovation pour la conception et la  
construction de bâtiments pénitentiaires de semi-  
liberté

## **CCAP – annexes 2 à 4**

***Version du 23/07/25***

# ANNEXE N°2 AU CCAP - ACTIONS D'INSERTION

---

## Article 1. Principes

---

L'entreprise retenue dans le cadre du partenariat s'engage à mettre en œuvre une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

## Article 2. Objet

---

**A l'occasion de l'exécution du partenariat, l'entreprise titulaire s'engage à réaliser un nombre minimum d'heures de travail en insertion calculé sur la base de 650 heures d'insertion par fraction de million d'euros HT du marché.**

Ces heures s'entendent comme étant produites dans le cadre des travaux ou prestations directement réalisées par le groupement titulaire, ses sous-traitants ou ses prestataires de services intervenant sur site de l'opération et à l'exclusion des simples fournisseurs.

Le nombre d'heures d'insertion proposé par le candidat est précisé à l'annexe N°4 de l'acte d'engagement

Modalités de l'insertion

Le titulaire réservera une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché à une action d'insertion réalisée selon l'une ou plusieurs des modalités définies ci-dessous :

- **1<sup>ère</sup> option** : Recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion.
- **2<sup>ème</sup> option** : Mise à disposition de salariés (l'entreprise titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire ou d'une entreprise de travail temporaire).
- **3<sup>ème</sup> option** : l'embauche directe, qui peut se traduire par :
  - le recrutement direct de demandeurs d'emplois ;
  - le recrutement de jeunes dans le cadre de contrats en alternance (apprentissage, contrats de professionnalisation).

## Article 3. Contrôle de l'action d'insertion

---

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion sur lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, il produira, le premier jour de chaque mois, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (Exemple : tableau de bord avec la date d'embauche, le nombre d'heures réalisées, le poste proposé, le type de contrat proposé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

Pour ce faire, le gestionnaire chargé d'accompagner les actions d'insertion remettra au titulaire une fiche de suivi mensuelle de la clause d'insertion, à remplir et à retourner dûment complétée et signée au plus tard le 10 de chaque mois.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 5.3.10 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire devra informer le maître d'ouvrage, par courrier recommandé avec accusé de réception, de toute difficulté qu'il rencontrera pour assurer son engagement. Dans ce cas, la société chargée d'accompagner les actions d'insertion, saisie par le maître de l'ouvrage, étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG.

## **Article 4. L'insertion à l'issue du partenariat**

Pendant la durée du partenariat et à l'issue des travaux, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément à l'article 13.5 du présent CCAP.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

## **Article 5. Présentation des documents**

La non-exécution de la clause d'insertion ou le défaut d'information sur ses conditions d'exécution entraîne l'application des pénalités définies à l'article 5.3.10 du présent CCAP.

\*\* fin de l'Annexe 2 du CCAP \*\*

# ANNEXE N°3 AU CCAP - CONTRAINTES D'ACCES ET MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU CHANTIER

## Article 1. Dispositions générales

---

### **Article D 265 du code de procédure pénale**

(Décret n° 83-48 du 26 janvier 1983 art. 1 Journal Officiel du 28 janvier 1983)

(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Tout chef d'établissement doit veiller à une stricte application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement pénitentiaire qu'il dirige.

### **Article D 268 du code de procédure pénale**

(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

A ce titre, il prendra toutes les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition des locaux, la fermeture ou l'obturation des portes ou passages, le dégagement des couloirs et des chemins de ronde et leur éclairage. Tout aménagement ou construction de nature à amoindrir la sécurité des murs d'enceinte est interdit.

## Article 2. Conditions d'accès à l'établissement pénitentiaire

---

### **Article D 278 du code de procédure pénale**

(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 63 et 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité et après s'être soumises aux mesures de contrôle réglementaires.

La pièce d'identité produite par les personnes qui n'ont pas autorité dans l'établissement pénitentiaire ou qui n'y sont pas en mission, peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie.

### **Article D 277 du code de procédure pénale**

(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 62 et 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Sous réserve des dispositions des articles D. 229 à D. 231, aucune personne étrangère au service ne peut être admise à visiter un établissement pénitentiaire qu'en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par le chef d'établissement.

A moins d'une disposition expresse, cette autorisation ne confère pas à son bénéficiaire le droit de communiquer avec les détenus de quelque manière que ce soit, même en présence de membres du personnel.

Une autorisation spéciale est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores se rapportant à la détention.

Outre le contrôle concernant les personnes (chauffeur, passagers), les numéros d'immatriculation des véhicules seront relevés et inscrits dans un registre prévu à cet effet.

Le chef de chantier doit informer le personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier de l'arrivée des camions.

Les dates et horaires des entrées et des sorties des véhicules pour l'exécution d'intervention dans la maison d'arrêt seront soumis à autorisation préalable de l'établissement pénitentiaire.

## Article 3. Contacts avec les détenus

### **Article D 220 du code de procédure pénale**

(Décret n° 93-347 du 15 mars 1993 art. 2 Journal Officiel du 17 mars 1993)

(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 186 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Indépendamment des défenses résultant de la loi pénale, il est interdit aux agents des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire et aux personnes ayant accès dans la détention :

- de se livrer à des actes de violence sur les détenus ;
- d'user, à leur égard, soit de dénominations injurieuses, soit de tutoiement, soit de langage grossier ou familier ;
- de fumer dans les lieux fermés et couverts affectés à un usage collectif, sous réserve de ceux spécialement aménagés à cet effet ou de boire à l'intérieur de la détention ou d'y paraître en état d'ébriété ;
- d'occuper sans autorisation les détenus pour leur service particulier ;
- de recevoir des détenus ou des personnes agissant pour eux aucun don ou avantage quelconque
- de se charger pour eux d'aucune commission ou d'acheter ou vendre quoi que ce soit pour le compte de ceux-ci ;
- de faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondance, tous moyens de communication irrégulière des détenus entre eux ou avec le dehors, ainsi que toutes attributions d'objets quelconques hors des conditions et cas strictement prévus par le règlement ;
- d'agir de façon directe ou indirecte auprès des détenus pour influencer sur leurs moyens de défense et sur le choix de leur défenseur.

### **Article D 274 du code de procédure pénale**

(Décret n° 98-1099 du 8 décembre 1998 art. 58 et 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

L'entrée ou la sortie des sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques n'est régulière que si elle est conforme aux dispositions du présent titre et du règlement intérieur de l'établissement ou si elle a été expressément autorisée par le chef de l'établissement dans le cas où celui-ci est habilité à le faire.

En toute hypothèse, les sommes, correspondances ou objets doivent être soumis au contrôle de l'administration.

Indépendamment des avis prévus à l'article D. 280, il est donné connaissance à l'autorité judiciaire, en vue de l'application éventuelle des pénalités prévues à l'article 434-35 du Code pénal, de la découverte des sommes, correspondances ou objets qui seraient trouvés en possession des détenus ou de leurs visiteurs et qui auraient été envoyés ou remis contrairement aux prescriptions des deux alinéas qui précèdent.

## Article 4. Modalités d'obtention des autorisations d'accès à l'établissement

Les entreprises adresseront, en vue de l'obtention des autorisations d'accès, une liste nominative des personnes appelées à travailler à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire ou à y pénétrer.

Chacune de ces personnes devra fournir au préalable au chef d'établissement :

- une photographie,
- une photocopie recto - verso de la carte nationale d'identité (ou passeport) avec photo en cours de validité.

Toute personne entrant dans l'établissement sera contrôlée à l'aide d'un détecteur manuel et les sacs, pochettes... devront être ouvertes aux fins de vérification.

Toutes ces dispositions - listes nominatives, fourniture préalable des documents, vérification d'identité, contrôle - sont applicables aux conducteurs et passagers des véhicules.

Les entreprises fourniront la liste des véhicules intervenants sur le chantier avec les immatriculations. Les mesures de contrôle sont effectuées selon les mêmes modalités que les autres véhicules :

- contrôle du fret
- contrôle du dessous et de la cabine du véhicule

## **Article 5. Modalités d'interventions**

---

### **5.1.1 Horaires**

Les dates et horaires des interventions dans la maison d'arrêt en fonctionnement seront soumis à autorisation préalable de l'établissement pénitentiaire.

Les entrées et sorties des ouvriers de l'établissement se feront de manière collective.

Les sorties ne seront autorisées qu'après contrôle de l'effectif des détenus.

### **5.1.2 Travaux**

Pour les travaux à l'intérieur de l'établissement, il est expressément précisé que les engins devront rester continuellement occupés pendant les heures de travail.

Il sera demandé aux ouvriers de porter un boudier de couleur.

Le personnel de l'entreprise ne peut circuler que sur le lieu même du chantier et toujours sous le contrôle du personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier.

Aucun véhicule ne doit circuler hors de la présence du personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier.

Une fois à l'arrêt le véhicule doit être impérativement verrouillé et les clefs conservées par l'utilisateur.

### **5.1.3 Outillage**

Un inventaire détaillé est remis au personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier. Il est tenu à jour par le chef de chantier.

Une copie de cet inventaire est tenue à disposition dans le bureau du chantier pour que les agents gradés puissent effectuer leur contrôle.

Le personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier effectue chaque soir le contrôle complet de l'outillage.

Les ouvriers peuvent quitter le chantier après le contrôle de l'outillage.

L'outillage doit être entreposé en sûreté, en un lieu qui est déterminé par le chef d'établissement en concertation avec le conducteur de travaux. Quant au petit outillage, il est enfermé dans des caisses cadenassées dont les clefs sont conservées par le chef de chantier.

Toutes les fouilles et excavations devront être impérativement rebouchées tous les soirs ou recouvertes.

La circulation devra être maintenue en toutes circonstances.

L'emplacement de la baraque de chantier ou de tout autre entrepôt devra être décidé avec le chef d'établissement.

Le remisage de l'outillage est obligatoire à chaque interruption de chantier, même de courte durée (pause de midi par exemple).

### **5.1.4 Cordage et échelles**

D'une manière générale, les échelles doivent faire l'objet d'une surveillance permanente. Elles ne doivent en aucun cas être laissées négligemment contre ou au pied d'un mur. Elles seront entreposées dans un local.

Quant aux cordages, ils sont enfermés dans des caisses cadenassées.

### **5.1.5 Échafaudages**

Toute installation d'échafaudage doit faire l'objet d'une autorisation de l'administration pénitentiaire.

### **5.1.6 Engins de levage**

Pendant l'utilisation, le conducteur ne doit jamais quitter sa cabine.

En dehors de son utilisation, l'engin doit être garé en un lieu qui sera préalablement déterminé par le chef d'établissement et le conducteur de travaux. La clef doit être retirée et conservée par le conducteur. Enfin l'engin doit être équipé d'une coupe batterie.

Si une épreuve de force venait à être tentée par un détenu ou un groupe de détenus, il convient alors de couper le moteur et de jeter les clefs de l'engin en un lieu le plus inaccessible possible (par exemple, au-dessus du mur d'enceinte).

## **Article 6. Divers**

---

En cas d'installation de locaux de chantier au sein de la maison d'arrêt en fonctionnement, un double des clés de ces locaux devra être remis au chef d'établissement.

Le personnel pénitentiaire est habilité à effectuer des rondes et des contrôles au sein de toute zone en travaux.

Les entreprises devront prendre toutes dispositions utiles afin de préserver les conduites de gaz, eau potable, etc..., ainsi que les circuits d'alarmes reliant les bâtiments.

Le chef d'établissement devra pouvoir joindre à tout moment, y compris les samedis, dimanches et jours fériés, un responsable de l'entreprise travaillant sur le chantier.

L'entreprise sera tenue d'intervenir sur simple injonction du chef d'établissement sans prétendre à aucune indemnité.

**\*\* fin de l'Annexe 3 du CCAP \*\***

# **ANNEXE N°4 AU CCAP – EXECUTION DU MARCHE A DES PME OU ARTISANS**

## ***Article 1. Objet***

---

Conformément à l'article L. 2171-8 du CCP, à l'occasion de l'exécution du marché, l'entreprise titulaire s'engage à confier une part de l'exécution du marché à des petites et moyennes entreprises ou artisans à hauteur de la part indiquée en annexe 05 de l'acte d'engagement.

## ***Article 2. Contrôle***

---

Il sera procédé au contrôle de l'exécution du volume sur lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, il produira, le premier jour de chaque mois, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action (Exemple : tableau de bord, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

Le non-respect de l'engagement sur la part confiée aux PME ou artisans ou le défaut d'information sur la mise en œuvre de cet engagement entraîne l'application des pénalités définies à l'article 5.3.11 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire devra informer le maître d'ouvrage, par courrier recommandé avec accusé de réception, de toute difficulté qu'il rencontrera pour assurer son engagement.

## ***Article 3. Présentation des documents***

---

Le plan de participation des PME ou artisans est présentée par l'entreprise à partir de l'annexe à l'acte d'engagement intitulée « Plan de sous-traitance à des PME ou artisans ».

**\*\* fin de l'Annexe 5 du CCAP \*\***